



**STRATEGIE D'INVESTISSEMENT DU
GCERF DANS LE SAHEL CENTRAL
2025 - 2028**

DÉCEMBRE 2024

Table des matières

Résumé Exécutif	1
1 Contexte	3
1.1 Évaluation de la stratégie 2021-2024.....	4
1.2 Les leçons du TPM.....	6
2 Positionnement du GCERF	7
2.1 Fondement de la stratégie du GCERF pour le Sahel central.....	7
2.2 Valeur ajoutée du GCERF	9
2.3 Le mécanisme de soutien aux pays (MSP).....	9
3 Champ d'application géographique	10
3.1 La région du Liptako-Gourma	10
3.2 Les zones côtières de contagion.....	12
4 Groupes de population	12
4.1 Groupe de population 1 : Groupes spécifiques d'enfants et de jeunes.....	13
4.2 Groupe de population 2 : Femmes (âgées de 26 ans et plus)	14
4.3 Groupe de population 3 : Autorités locales	15
4.4 Groupe de population 4 : Groupes socio-professionnels.....	15
5 Théorie régionale du changement	16
5.1 Énoncés des problèmes	16
5.2 Objectifs stratégiques.....	17
6 Domaines de programmation prioritaires	22
6.1 Contribuer à l'amélioration de l'écologie sociale pour renforcer les conditions propices à la prévention et au renforcement de la résilience.....	22
6.2 Faciliter la réhabilitation et la (ré)intégration des acteurs et des victimes de la violence, y compris les personnes qui se désengagent des groupes criminels, armés et extrémistes, sous l'égide de la communauté.....	23
7 Scénarios d'investissement	24
8 Principes directeurs	28

8.1	Fondée sur des données probantes.....	28
8.2	Propriété locale	28
8.3	Égalité des sexes et inclusion sociale.....	28
8.4	Sensibilité aux conflits	29
8.5	Renforcement des capacités, apprentissage et durabilité.....	29
8.6	Critères de sortie.....	30
9	Suivi, évaluation et apprentissage.....	30
10	Annexes	33
10.1	Annexe 1 - Gestion des risques.....	33
11	Références	34

Liste des figures

Figure 1:	répartition des fonds par pays	5
Figure 2 :	répartition des fonds par volet d'intervention.....	6
Figure 3 :	régions d'intervention	11

Acronymes

ALG	Autorité du Liptako-Gourma
CILSS	Comité Permanent Inter-Etats de Lutte contre la Secheresses au Sahel
OSC	Organisation de la société civile
OBC	Organisation communautaire de base
MSP	Mécanisme de soutien aux pays
UE	Union Européenne
GCERF	Fonds mondial pour l'engagement de la communauté et la résilience
GCTF	Forum mondial de lutte contre le terrorisme
PDI	Personne déplacée interne (à l'intérieur de son propre pays)
MEL	Suivi et évaluation, et apprentissage
PAN	Plan d'action national
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
P/CEV	Prévention et lutte contre l'extrémisme violent
EBR	Évaluation des besoins régionaux
TPM	Suivi par des tiers
ONU	Organisation des Nations Unies
UNECA	Commission économique pour l'Afrique des Nations unies
UN GCTS	Stratégie antiterroriste mondiale des Nations unies
UNSG	Secrétaire Général des Nations unies
WPS	Femmes, Paix et Sécurité

YPS

Jeunesse, Paix et Sécurité

Résumé Exécutif

Les pays du Sahel central que sont le Burkina, le Mali et le Niger ont été témoins d'une propagation sans précédent de l'extrémisme violent depuis 2012, la région du Liptako-Gourma devenant l'épicentre. Ces pays reconnaissent que la trajectoire de développement de l'extrémisme violent dans la région souligne la nécessité d'un partenariat plus étroit avec les communautés locales pour endiguer le phénomène et soutenir les efforts visant à contenir sa contagion grandissante dans les États littoraux voisins. Les communautés locales souffrent le plus de l'extrémisme violent, et elles sont les mieux placées pour en comprendre les ressorts et agir en conséquence.

GCERF consolidera les acquis de sa stratégie 2021-2024 dans la région par une approche de portée et d'envergure et s'appuiera sur les enseignements tirés pour faire face aux menaces qui se matérialisent dans les zones de contagion côtière. Cela implique un engagement dans une programmation d'urgence circonscrite dans les régions ciblées tout en s'efforçant de créer des synergies transfrontalières avec le programme en voie de développement du GCERF dans les États littoraux, actif dans le nord du Ghana. Les évaluations des programmes 2021-2024 commandées par GCERF montrent un investissement moyen de 12 USD par personne dans la région du Liptako-Gourma. Les résultats démontrent la rentabilité des programmes de prévention de l'extrémisme violent (PEV) menés par les communautés et d'importantes réalisations en matière d'optimisation des ressources. L'engagement du GCERF soutiendra directement la mise en œuvre des plans d'action nationaux (PAN) des trois nations du Sahel central en partenariat avec des partenaires locaux, nationaux, régionaux et mondiaux.

La stratégie du GCERF pour l'investissement dans le Sahel central fait partie de la stratégie plus large du GCERF Sahel. Elle est déployée dans le respect des documents cadres du Forum mondial de lutte contre le terrorisme (GCTF), et elle repose sur une évaluation de suivi par des tiers indépendante, une analyse coûts-avantages triangulée de la Stratégie Sahel 2021-2024 du GCERF, et deux études thématiques sur l'extrémisme violent induit par le climat et la santé mentale dans les zones touchées par les conflits. GCERF a mis en place un comité de pilotage composé des autorités nationales des pays du Sahel central, des donateurs, du Groupe d'évaluation indépendant et d'un expert en la matière afin d'acquérir une

compréhension commune des priorités et de s'assurer que la Stratégie Sahel Central de deuxième génération du GCERF soit adaptée aux objectifs et répond aux besoins en temps réel.

La stratégie se concentre sur la région du Liptako-Gourma et sur les zones de contagion côtières identifiées. Elle a deux objectifs spécifiques :

- **Objectif 1 :** Contribuer à l'amélioration de l'écologie sociale afin de renforcer les conditions propices à la prévention et au développement de la résilience;
- **Objectif 2 :** Faciliter la réhabilitation et la (ré)intégration, sous l'égide de la communauté, des acteurs et des victimes de la violence, y compris les personnes qui se désengagent des groupes criminels, armés et extrémistes.

GCERF mobilisera et investira jusqu'à 12 millions de dollars USD pour atteindre ces objectifs dans une période minimale de quatre ans. GCERF accordera la priorité aux programmes de résilience et de prévention, y compris les projets transfrontaliers, qui s'appuie sur les acquis du passé pour atteindre ces objectifs - le tout dans le cadre des stratégies régionales et des plans d'action nationaux - afin d'atteindre son objectif primordial de consolider les points ancrages de la stabilité et de la résilience dans les communautés les plus vulnérables.

	DESCRIPTION	DOMAINES DE PROGRAMMATION PRIORITAIRES
Qui	<p>Les jeunes : 1) les enfants et les jeunes des zones rurales, 2) les enfants et les jeunes ayant survécu à l'extrémisme, 3) les jeunes combattants démobilisés et actifs, 4) les enfants et les jeunes des écoles islamiques formelles et informelles, 5) les enfants et les jeunes orphelins des conflits, 6) les jeunes handicapés dans les communautés touchées par les conflits, et 7) les enfants et les jeunes en prison.</p> <p>Femmes : 1) femmes en milieu rural, 2) femmes veuves à la suite d'un conflit, 3) femmes ayant survécu à l'extrémisme, 4) femmes</p>	<p>Contribuer à l'amélioration de l'écologie sociale pour renforcer les conditions propices à la prévention et au renforcement de la résilience :</p> <ul style="list-style-type: none"> i. Soutenir la réduction de l'extrémisme et des conflits induits par le climat, et ; ii. Soutenir les initiatives communautaires en matière de cohésion sociale et de justice sociale. <p>Faciliter la réhabilitation et la (ré)intégration des acteurs et des victimes de la violence, y compris les personnes qui se désengagent des groupes criminels, armés et extrémistes, sous l'égide de la communauté :</p> <ul style="list-style-type: none"> i. Le désengagement, la réhabilitation et la réintégration des survivants, des PDI et des

	DESCRIPTION	DOMAINES DE PROGRAMMATION PRIORITAIRES
Où	<p>déplacées, 5) femmes handicapées dans les communautés touchées par un conflit, et 6) femmes en prison.</p> <p>Autorités locales : 1) les chefs religieux, 2) les chefs coutumiers, 3) les membres des conseils communautaires et 4) les leaders d'opinion ;</p> <p>Groupes socioprofessionnels : 1) éleveurs, 2) agriculteurs, 3) chasseurs traditionnels et groupes d'autodéfense (dozos, koglwéogo).</p> <p>Burkina : Régions du Sahel, du Nord, de l'Est, du Sud-Ouest et des Cascades</p> <p>Mali : régions de Gao, Mopti, Bandiagara, Douentza, San et Sikasso ;</p> <p>Niger : Régions de Tillabéri et Dosso</p>	<p>anciens combattants, sous l'égide de la communauté, et ;</p> <p>ii. Un soutien psychosocial et de santé mentale adapté et sensible au genre dans les communautés déplacées et les communautés d'accueil.</p>
Comment	<p>Consortium d'organisations communautaires et d'autres organisations de la société civile</p>	

1 Contexte

Le Sahel est l'une des régions les plus pauvres du monde. Elle abrite plusieurs États fragiles et touchés par des conflits, tous figurent en bas de l'indice de développement humain des Nations unies ¹ et en proie à des conflits multidimensionnels. Deux principaux foyers de conflit marquent la région : Le conflit dans le bassin du lac Tchadⁱ et le conflit dans la région du Liptako-Gourma.ⁱⁱ Ces conflits ont créé des environnements fertiles pour la montée de l'extrémisme violent et la grande criminalité organisée dans un contexte régional déjà fragile. La région est devenue une source importante d'activités criminelles, notamment la traite des êtres humains et le trafic de personnes, de drogues et d'armes. Dans des

¹ Couvre des parties du Cameroun, du Tchad, du Niger et du Nigeria.

ⁱⁱ Couvre une partie du Burkina Faso, du Mali et du Niger.

zones telles que le Sahel central, qui est la zone d'intervention de cette stratégie, la frontière entre les gangs criminels et les groupes terroristes est floue.²

GCERF a lancé sa stratégie de première génération au Sahel en 2021 avec l'objectif primordial de soutenir l'émergence d'ancres de stabilité et de résilience dans la région du Liptako-Gourma. Une évaluation formatif au niveau macro,³ une évaluation des besoins régionaux (EBR) au niveau micro,⁴ et un atelier d'experts en la matière⁵ ont éclairé la stratégie. Ces activités ont été entreprises en étroite collaboration avec les autorités locales et nationales, les donateurs dans les pays, les experts locaux et les communautés afin d'obtenir une compréhension commune des priorités et de s'assurer que la stratégie du GCERF pour le Sahel est adaptée à son objectif et répond aux besoins en temps réel. La stratégie a défini 9 domaines de programmation prioritaires et s'est engagée à mobiliser et à investir jusqu'à 10 millions de dollars USD. La stratégie Sahel a inclus la Mauritanie et le Tchad en 2023 et a étendu la programmation du GCERF à cinq pays du Sahel.⁶

1.1 Évaluation de la stratégie 2021-2024

GCERF a commandé un suivi externe par une tierce partie et un examen interne pour évaluer la stratégie du Sahel 2021-2024. L'évaluation visait à fournir une image complète et fondée sur des preuves de l'impact de la stratégie et à informer l'orientation de la programmation future. Le prestataire de services du GCERF pour le suivi par une tierce partie (TPM) a évalué les programmes que la stratégie a financés, et l'examen interne s'est concentré sur une analyse coûts-avantages triangulée de la stratégie avec les données collectées sur les programmes et les données financières réels. L'évaluation externe a constaté que les programmes du GCERF dans la région du Liptako-Gourma étaient axés sur les besoins réels des communautés et pertinents pour la prévention de l'extrémisme violent, avec un impact notable dans les communautés bénéficiaires. Elle a mis en évidence les défis posés par la gestion des bénéficiaires, l'adaptation des Activités Génératrices de Revenus (AGR) aux contextes de conflits actifs, et la nécessité d'un soutien accru aux partenaires locaux confrontés à des difficultés opérationnelles dans les zones touchées par les conflits.

Etats des Lieux

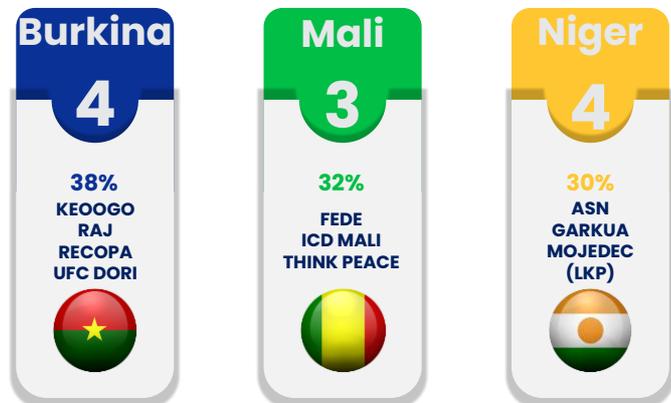


FIGURE 1: RÉPARTITION DES FONDS PAR PAYS

L'analyse coûts-avantages montre que GCERF a mobilisé et investi 9,95 millions USD dans la région du Liptako-Gourma dans le cadre de la stratégie 2021-2024. GCERF a alloué 38 % des fonds à 4 consortiums d'organisations locales au Burkina Faso, 32 % à 3 consortiums locaux au Mali et 30 % à 4 consortiums locaux au Niger (figure 1). Les programmes ont engagé 46,5% du fonds total pour soutenir le développement d'opportunités économiques résilientes et décentes et améliorer les dynamiques entravant la (ré)intégration des communautés déplacées et des anciens combattants. Les initiatives visant à créer des espaces de désengagement par le biais d'une sensibilisation menée par les communautés et à fournir un soutien psychosocial et économique aux victimes de l'extrémisme violent arrivent en deuxième position avec 27,5 % des fonds engagés (figure 2). GCERF a touché 835 869 bénéficiaires directs avec un ratio de 49,93% de femmes et 50,07% d'hommes.⁷ Le nombre de bénéficiaires directs montre un investissement moyen de 12 USD par personne dans la région du Liptako-Gourma. Les conclusions du TPM démontrent la rentabilité des programmes de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent menés par les communautés, ainsi que des réalisations importantes en rapport qualité-prix.

Etats des Lieux

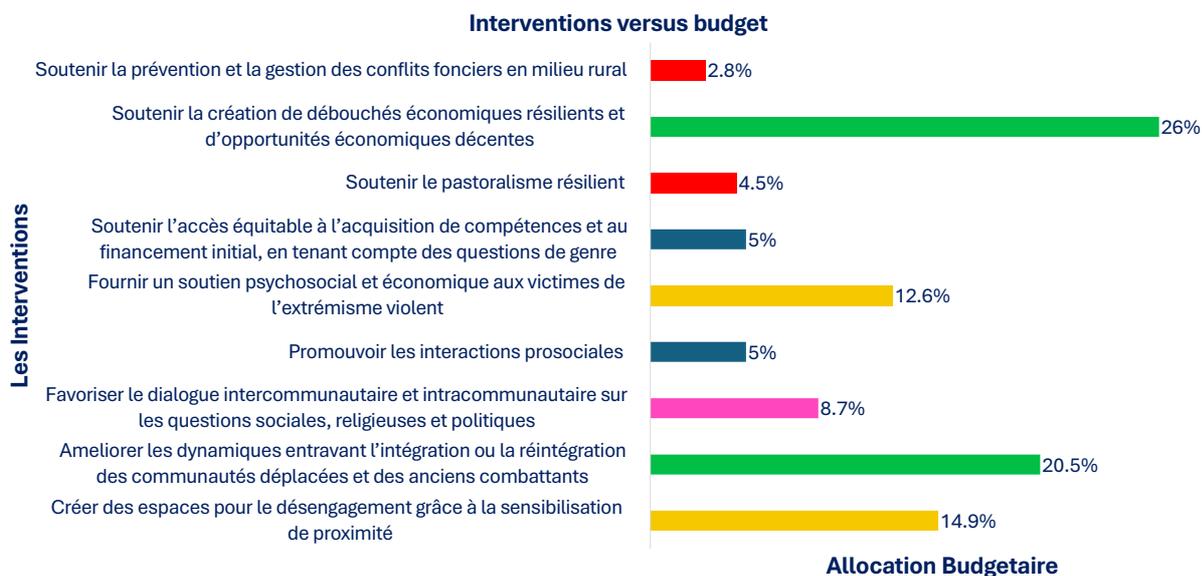


FIGURE 2 : RÉPARTITION DES FONDS PAR VOLET D'INTERVENTION

1.2 Les leçons du TPM

GCERF a retenu 5 leçons importantes de l'évaluation TPM des programmes au Burkina Faso, au Mali et au Niger qui sont des conditions sine qua non pour le succès des futurs programmes dans la région du Liptako-Gourma. Il s'agit de la Tangibilité, de l'Endogénéisation, de la Sociabilité, de la Stagflation et de l'Inclusion. La première leçon, la tangibilité, fait référence à la nécessité de mettre davantage l'accent sur les aspects pratiques des programmes dans les communautés touchées par le conflit. Il présente l'importance d'accompagner le renforcement des capacités et la formation théoriques des bénéficiaires par un mentorat de cas et la résolution des problèmes communautaires existants. L'endogénéisation, la deuxième leçon, appelle à la communautarisation des initiatives pour permettre un impact durable et viable. Cela implique de construire des programmes principalement sur le capital infrastructurel, social et humain de la communauté afin de maintenir un enchevêtrement organique avec les besoins et les aspirations locaux.

La sociabilité attire l'attention sur la malléabilité des programmes pour répondre, directement ou indirectement, aux préoccupations urgentes et émergentes des communautés partenaires. Cela renforce la confiance et l'engagement collectif

dans les moments difficiles pour un impact pérenne. La quatrième leçon, la stagflation, est une conséquence directe de la guerre en Ukraine dans le Sahel central. L'inflation des prix des engrais et du carburant a considérablement augmenté le coût des intrants pour les AGR et les activités pécuniaires des bénéficiaires, alors que les budgets alloués sont restés stagnants. La leçon appelle à l'ajustement de ces lignes budgétaires avec les taux d'inflation pour compenser l'impact sur le pouvoir d'achat réel. La cinquième et dernière leçon sur l'inclusion souligne la nécessité d'adopter des approches adaptées aux communautés déplacées et aux personnes handicapées, y compris le nombre croissant de civils souffrant de blessures militaires causées par des mines artisanales et des attaques extrémistes. Ces deux groupes de population sont confrontés à des défis importants en raison de la stigmatisation et de l'accès. GCERF intègre ces enseignements dans la conception et le déploiement de cette stratégie de deuxième génération pour le Sahel central.

2 Positionnement du GCERF

2.1 Fondement de la stratégie du GCERF pour le Sahel central

La menace terroriste et l'extrémisme violent se sont aggravés ces dernières décennies et se sont de plus en plus accentués dans la région du Sahel central que sont le Burkina Faso, le Mali et le Niger. Afin de prévenir l'exacerbation des tensions communautaires et le risque d'effritement du tissu social dans son ensemble dû au phénomène de l'extrémisme violent, lesdits pays ont adopté des documents de politique et de stratégie basés sur une approche holistique, globale et intégrée. Toutefois, les défis sécuritaires inhérents au contexte sous régional, consécutifs à l'accroissement des menaces asymétriques et ses différentes formes de manifestation ainsi que l'éclatement des tensions sociales, ont eu pour corollaire l'avènement des régimes de transition dans les trois pays du Sahel central et la création de l'Alliance des Etats du Sahel (AES). L'AES ambitionne de non seulement mutualiser les efforts des pays du Sahel central mais aussi d'apporter une réponse concertée aux défis communs et aux menaces que représentent les groupes extrémistes violents. Les pays du Sahel central reconnaissent que la trajectoire de développement de l'extrémisme violent dans la région souligne un partenariat plus étroit avec les communautés locales pour endiguer le phénomène et soutenir les efforts visant à contenir sa contagion grandissante dans les États littoraux voisins.

Inspiré du Forum mondial de lutte contre le terrorisme (GCTF), GCERF encourage le renforcement de la coopération nationale et locale dans la prévention de l'extrémisme violent grâce à l'engagement des acteurs de la société civile. Il souscrit à une approche de "l'ensemble de la société" et reconnaît la nature mondiale et locale de l'extrémisme violent, conformément à la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies (UN GCTS) et au Plan d'action du Secrétaire Général des Nations unies (UNSG) pour la prévention/lutte contre l'extrémisme violent (P/CEV). Depuis 2016, GCERF s'est engagé dans la PEV portée et menée par les communautés au Sahel, en étroite coordination avec les parties prenantes nationales, régionales et mondiales. Il soutient les autorités nationales du Burkina Faso, du Tchad, du Mali, de la Mauritanie et du Niger dans la mise en œuvre significative de leurs stratégies et plans d'action nationaux de PEV par le biais d'une approche de programmation communautaire. L'engagement du GCERF soutiendra directement les efforts des pays du Sahel Central pour mettre en œuvre et promouvoir les bonnes pratiques régionales et internationales, en mettant davantage l'accent sur les bonnes pratiques suivantes identifiées par le GCTF :⁸

- **Bonne pratique 5** : Investir dans les acteurs, les cadres et les programmes locaux.
 - **Bonne pratique 6** : Instaurer et renforcer la confiance.
 - **Bonne pratique 8** : Permettre et promouvoir une coordination, une communication et une collaboration efficaces entre les parties prenantes nationales et locales pertinentes pour la conception et la mise en œuvre d'un P/CEV propice au terrorisme dans le cadre du PAN ou d'un autre cadre national pertinent.
 - **Bonne pratique 9** : Equilibrer le leadership national et l'appropriation locale.
 - **Bonne pratique 10** : Encourager un financement durable pour soutenir la mise en œuvre au niveau local des cadres nationaux de prévention et de lutte contre le terrorisme.
 - **Bonne pratique 11** : Fournir ou soutenir d'une autre manière une formation adaptée et d'autres formes de renforcement des capacités.
- Bonne pratique 13** : Permettre un suivi et une évaluation efficaces et durables des initiatives nationales et locales de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent.

2.2 Valeur ajoutée du GCERF

GCERF soutient actuellement des communautés dans 23 pays sur quatre continents. Son empreinte mondiale modeste, par le biais de réponses P/CEV ciblées et menées par les communautés, de communautés de pratique et de conférences nationales sur la P/CEV, génère une richesse d'expertise, d'enseignements et d'éléments probants.⁹ Ceux-ci couvrent l'ensemble du spectre de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent et comprennent les éléments de plus en plus nombreux que sont les combattants terroristes étrangers de retour (RFTF) et la prévention de la radicalisation dans les prisons (PRP). La littérature montre qu'il ne s'agit pas de nouveaux domaines dans la région du Sahel,¹⁰ et GCERF a une expérience enrichie dans ce type de programmes de PEV sur mesure dans la région, dans les Balkans occidentaux et au Moyen-Orient. La stratégie de deuxième génération du GCERF au Sahel s'appuie sur ces engagements étendus et ces impacts mesurés, notamment avec les parties prenantes du monde universitaire, de la société civile et du secteur privé. Cela implique d'intégrer les leçons apprises au niveau mondial et local, là où le potentiel d'amplification des changements positifs est identifié.

Un examen indépendant et externe du GCERF, réalisé en 2022, a mis en évidence le mandat unique de GCERF et la valeur de son approche "locale". Pour citer les examinateurs, " l'approche ascendante du GCERF en matière de programmation, qui s'appuie fortement sur les bénéficiaires locaux et les structures du Mécanisme de Soutien du Pays (MSP), permet au fonds d'être flexible et réactif aux changements dans les contextes locaux ou à la menace ". Avec le soutien du GCERF, des consortiums d'OSC locales et d'organisations communautaires ont continué à servir leurs communautés malgré les incertitudes accrues causées par la pandémie de COVID-19, l'insécurité et les développements politiques. La nature flexible et à long terme du soutien du GCERF signifie que les communautés peuvent réorienter leurs activités et réaffecter un pourcentage de leur budget à des réponses préventives et d'urgence. GCERF a appris que le rythme de la réponse au stress initial de la résilience peut dicter la nature de sa métamorphose ultérieure.

2.3 Le mécanisme de soutien aux pays (MSP)

GCERF attache une importance primordiale à la mise en place d'une programmation gérée et pilotée localement qui s'intègre dans la communauté de

PEV nationale et régionale plus large. Cela garantit que la programmation est plus pertinente, spécifique au contexte et durable, tout en s'efforçant de s'aligner sur les priorités et les besoins locaux d'une manière concertée et engagée avec toutes les parties prenantes. Le Mécanisme de Soutien du Pays (MSP) joue un rôle déterminant à cet égard. Ce mécanisme, dirigé par le gouvernement, veille à ce que les engagements avec la société civile, les communautés locales et d'autres parties prenantes non gouvernementales s'appuient sur le leadership et l'appropriation au niveau local. Sa constitution elle-même est une déclaration nationale importante de la capacité institutionnelle et de la volonté politique de favoriser une coopération active, condition préalable à un impact durable. Cette étroite collaboration avec les gouvernements dans la programmation de la PEV est l'une des valeurs ajoutées reconnues du GCERF. La réception de contributions financières au fonds de la part de plusieurs pays partenaires en 2022 et 2023, dont le Burkina Faso et le Niger, l'a confirmé.

Des décrets ministériels ont établi les MSP au Burkina Faso (2022), au Mali (2016) et au Niger (2022) pour coordonner les efforts de programmation du GCERF. Le MSP se réunit en sessions ordinaires et extraordinaires sur convocation du président pour orienter la programmation du GCERF avec les communautés locales et renforcer les synergies avec les stratégies nationales. Le mandat du MSP comprend la prise de décisions clés sur les appels de fonds, les bénéficiaires et les programmes, en plus de la participation au suivi et à l'évaluation, à la coordination nationale et au partage des connaissances avec les autres MSP. Les MSP collaborent avec les organismes régionaux concernés, notamment l'Autorité régionale du Liptako-Gourma (ALG) et le Comité permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse au Sahel (CILSS). GCERF a lancé en 2023 les communautés de pratique des MSP pour faciliter les échanges entre les MSP à l'échelle régionale et mondiale.

3 Champ d'application géographique

3.1 La région du Liptako-Gourma

GCERF délimite le Sahel dans le contexte du Burkina Faso, du Tchad, du Mali, de la Mauritanie et du Niger et cette stratégie se concentre sur les pays du Sahel central,

à savoir le Burkina Faso, le Mali et le Niger. Le Sahel central a connu une propagation sans précédent de l'extrémisme violent, dont la région du Liptako-Gourma est devenue l'épicentre. La région couvre les régions du Nord et du Sahel au Burkina Faso, les régions de Mopti, Bandiagara, Douentza, San, Gao et Menaka au Mali,¹¹ et la région de Tillabéri au Niger. C'est l'une des régions les plus multiculturelles, multiethniques et linguistiquement diversifiées du Sahel, habitée par différents groupes socioprofessionnels. Les communautés situées de part et d'autre de la région des trois frontières partagent des relations et des liens historiques de longue date qui rendent la délimitation officielle des frontières figurative. Cependant, les conflits persistants et la marginalisation multidimensionnelle au cours des décennies ont gravement perturbé les relations. GCERF consolidera les acquis de sa stratégie 2021-2024 dans la région par une approche en de portée et d'envergure et s'appuiera sur ses enseignements pour faire face aux menaces qui se matérialisent dans les zones de contagion côtières.

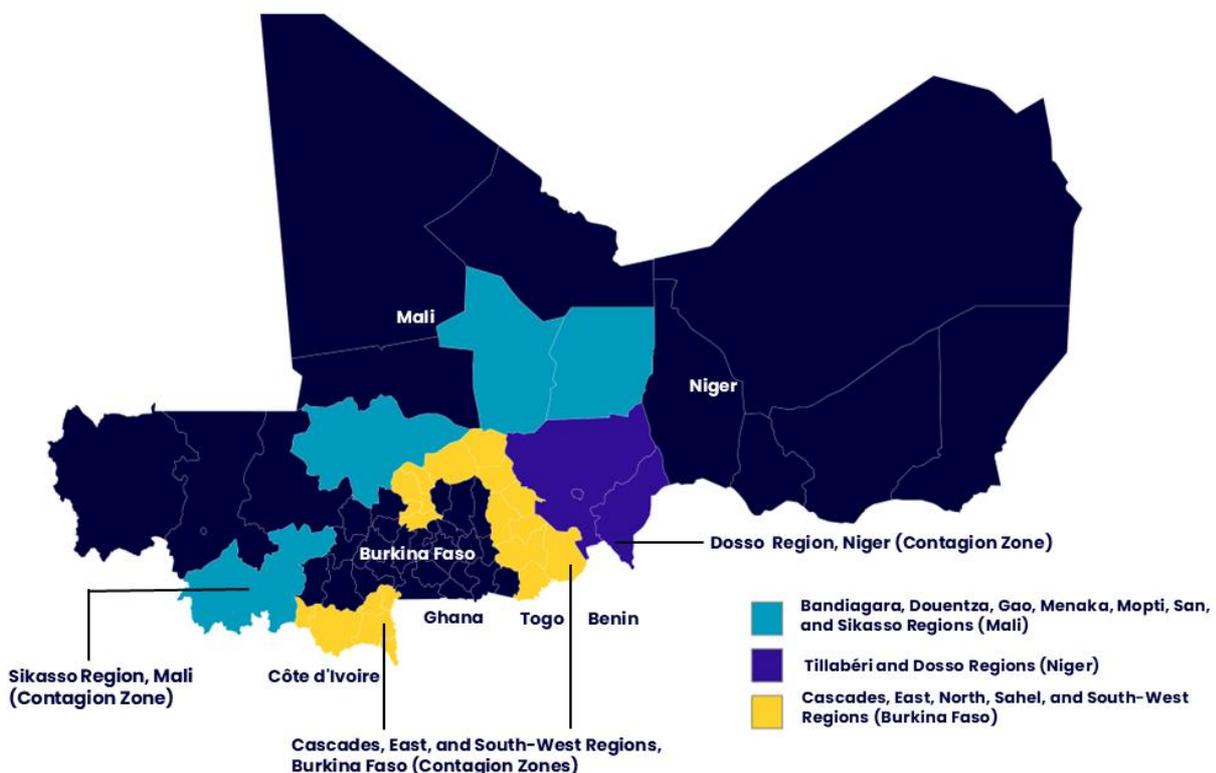


FIGURE 3 : RÉGIONS D'INTERVENTION

3.2 Les zones côtières de contagion

Les liens ethniques partagés, les fragilités communes, et l'objectif stratégique déclaré des groupes extrémistes violents d'accéder aux ports maritimes et d'étendre leurs opérations sont à l'origine de la contagion croissante aux États littoraux voisins.¹² Les zones frontalières touchées sont principalement l'Alibori au Bénin, les Savanes au Togo, les régions de l'Upper East et de l'Upper West au Ghana, et les régions du Poro et du Tchologo en Côte d'Ivoire.¹³ Les zones qui ont enregistré une augmentation des attaques et des activités extrémistes violentes avec une fréquence plus élevée sont 1) le complexe du parc tri-national W-Arly-Pendjari, à cheval sur les frontières du Niger, du Burkina Faso et du Bénin ; et 2) le parc national de la Comoé dans les zones frontalières ivoiriennes avec le Burkina.¹⁴ Les zones de contagion dans le Sahel central sont les régions de l'Est, des Cascades et du Sud-Ouest au Burkina, la région de Sikasso au Mali et la région de Dosso au Niger. GCERF s'engagera dans une programmation d'urgence circonscrite dans les zones de contagion tout en s'efforçant de créer des synergies transfrontalières avec son programme en voie de développement dans les États du littoral, actifs dans le nord du Ghana.

4 Groupes de population

L'évaluation de la stratégie 2021-2024 démontre que l'engagement direct avec des groupes spécifiques de jeunes et de femmes, de chefs religieux, de chefs coutumiers, d'autorités locales et de groupes socioprofessionnels, y compris les paysans et les éleveurs, est un catalyseur pour la PEV dans la région du Sahel. La littérature corrobore et met en garde contre l'attribution de rôles binaires et exclusifs tels que ceux de victimes et d'auteurs. Elle suggère plutôt une interprétation nuancée et dynamique des fonctions dans un contexte culturel et historique en évolution. Les programmes du GCERF 2021-2024 au Sahel central ont renforcé cette base empirique et étendu la nuance aux besoins partagés. La cinquième leçon du TPM sur l'inclusion des personnes handicapées souffrant de blessures militaires est tout à fait démonstrative.

4.1 Groupe de population 1 : Groupes spécifiques d'enfants et de jeunes

- 1) Les enfants et les jeunes des zones rurales, 2) les enfants et les jeunes survivants de l'extrémisme, 3) les jeunes combattants démobilisés et actifs, 4) les enfants et les jeunes des écoles islamiques formelles et informelles, 5) les enfants et les jeunes orphelins des conflits, 6) les jeunes handicapés dans les communautés touchées par les conflits, et 7) les enfants et les jeunes dans les prisons.

La population jeune dans les pays du Sahel central est importante, les individus de moins de 25 ans représentant une grande partie de la population totale. Le pourcentage de la population de moins de 25 ans est d'environ 65 % au Burkina Faso, 67 % au Mali et 70 % au Niger.¹⁵ Cette prédominance démographique présente à la fois des opportunités et des défis pour ces nations dans le contexte de la prévention de l'extrémisme violent. Cependant, ces pays sont systématiquement classés en bas sur l'indice de développement humain (IDH), le Niger se classant à la 189e place, le Mali à la 184e et le Burkina Faso à la 182e sur 191 pays dans le rapport 2022, ce qui indique de graves difficultés, notamment en matière d'éducation, de santé et d'opportunités économiques pour les jeunes.¹⁶ L'importante population de jeunes dans ces pays est particulièrement vulnérable au recrutement par des groupes extrémistes. Des facteurs tels que des taux de chômage élevés, une mobilité sociale limitée et un sentiment de marginalisation rendent les jeunes vulnérables à la radicalisation qui mène au terrorisme.

Les groupes extrémistes exploitent souvent ces vulnérabilités en offrant des incitations économiques, une raison d'être et un statut social perçu pour attirer les jeunes.¹⁷ En outre, l'effondrement des structures sociales traditionnelles et l'attrait des systèmes de gouvernance alternatifs proposés par les groupes extrémistes peuvent séduire les jeunes privés de leurs droits. Le risque est particulièrement élevé dans les zones rurales et frontalières où la présence de l'État est faible et où les opportunités économiques sont rares.¹⁸ GCERF reconnaît qu'un jeune garçon de 15 ans a des besoins différents de ceux d'une jeune fille de 25 ans. GCERF identifiera les besoins nuancés des garçons et des filles âgés de 15 à 18 ans et de 19 à 25 ans.

4.2 Groupe de population 2 : Femmes (âgées de 26 ans et plus)

- 1) Les femmes en milieu rural, 2) les femmes veuves à la suite d'un conflit, 3) les femmes survivantes de l'extrémisme, 4) les femmes déplacées, 5) les femmes handicapées dans les communautés touchées par un conflit, et 6) les femmes en prison.

Les femmes du Burkina Faso, du Mali et du Niger sont confrontées à des défis importants en termes d'égalité des sexes et de développement humain. Avec une population d'environ 50 % chacun, ces trois pays se classent parmi les plus bas dans les indices mondiaux d'égalité des sexes. Le Niger est classé 189e, le Mali 188e et le Burkina Faso 182e sur 191 pays dans l'indice d'inégalité de genre 2022.¹⁹ Cette inégalité se traduit par des taux d'éducation plus faibles, des opportunités économiques limitées et une participation restreinte des femmes aux processus de prise de décision politique.

Les femmes du Sahel central sont confrontées à des risques multiples dans le contexte de l'extrémisme violent. Elles sont souvent victimes de violences basées sur le genre, y compris de violences sexuelles, de mariages forcés et de restrictions de mouvement et d'éducation imposées par des groupes extrémistes. Cependant, GCERF reconnaît que les rôles des femmes par rapport à l'extrémisme violent sont complexes et multiformes. Si certaines femmes sont contraintes de soutenir des activités extrémistes, d'autres rejoignent et soutiennent volontairement ces groupes par nécessité économique, besoin de protection, pression sociale ou conviction idéologique.²⁰ Les données montrent que les femmes 1) incitent leurs maris, leurs fils et leurs proches à rejoindre des groupes extrémistes ; 2) contribuent à la stigmatisation des hommes et des jeunes résilients ; 3) fournissent des services auxiliaires aux combattants extrémistes ;²¹ 4) participent à des opérations telles que la collecte de renseignements et la détonation à distance d'engins explosifs improvisés.²² Inversement, les femmes jouent également un rôle essentiel dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent grâce à leur position de mères, d'éducatrices et de responsables communautaires.²³ Leurs perspectives uniques et leur influence au sein des familles et des communautés peuvent être mises à profit dans les systèmes d'alerte précoce et dans la promotion de la cohésion sociale.

4.3 Groupe de population 3 : Autorités locales

1) Chefs religieux, 2) Chefs coutumiers, 3) Membres du conseil communautaire et 4) Leaders d'opinion

Lorsqu'il est fait référence aux autorités locales, l'attention se porte principalement sur les représentants publics décentralisés. Les données suggèrent que des formes parallèles d'autorités historiquement enracinées, telles que les chefs coutumiers et les chefs religieux, jouissent d'une plus grande légitimité dans la région du Liptako-Gourma.²⁴ Par conséquent, une définition nuancée des "autorités locales" est nécessaire pour reconnaître les contributions de chaque autorité.²⁵ L'adoption d'une lecture dynamique des autorités locales permet à GCERF de se concentrer sur l'amélioration de l'expérience cumulée des communautés par le biais des structures locales existantes. Ce groupe de population comprend 1) les chefs religieux, 2) les chefs coutumiers, 3) les membres des conseils communautaires et 4) les leaders d'opinion. Il est prouvé qu'ils jouent un rôle important en influençant et en régulant les perceptions et les comportements du public dans leurs localités par le biais d'alliances positives et bénéfiques.

4.4 Groupe de population 4 : Groupes socio-professionnels

Ce groupe de population comprend 1) les éleveurs, 2) les agriculteurs, et 3) les chasseurs traditionnels et les groupes d'autodéfense (dozos, koglweogo, Yanbanga). D'une part, l'accent est mis sur les jeunes hommes et les jeunes femmes tels que définis ci-dessus, en raison de leur vulnérabilité accrue à la radicalisation et au recrutement par les groupes extrémistes violents criminels. D'autre part, il est essentiel de travailler avec les "dirigeants" de ces groupes pour adapter les mécanismes de résilience traditionnels au contexte et aux défis révisés. Alors que certains groupes ethniques ont été traditionnellement associés à certaines professions, GCERF comprend que ces groupes socioprofessionnels n'ont pas de frontières ethniques rigides dans la pratique. Cependant, les pressions accrues, y compris les conditions climatiques extrêmes croissantes, ont affecté l'efficacité des anciens mécanismes de gestion des conflits - offrant des possibilités d'exacerber les tensions.

5 Théorie régionale du changement

GCERF a commandé deux études internes en 2024 pour faciliter l'examen de la présente stratégie pour le Sahel central. Les études ont exploré la dynamique de l'extrémisme violent dans le contexte du fardeau croissant de la santé mentale et des conflits induits par le climat dans la région du Liptako-Gourma. GCERF a mis en place un comité de pilotage pour superviser l'examen de la stratégie. Ce comité était composé des MSP des pays du Sahel central, des donateurs, du groupe d'évaluation indépendant et d'un expert en la matière. GCERF a présenté les conclusions des études ainsi que l'évaluation de la stratégie 2021-2024 et les leçons du TPM au comité de pilotage, afin d'obtenir une compréhension commune des priorités et de l'orientation de la stratégie de deuxième génération du GCERF pour le Sahel central. Le comité a corroboré les preuves présentées et a soutenu les priorités pour la stratégie 2025-2028. Ces priorités s'appuient sur les leçons empiriques pour consolider les acquis de la première stratégie dans le Liptako-Gourma tout en tenant compte des dimensions urgentes et émergentes dans la région et les zones de contagion côtières identifiées. Les processus ont généré de nombreuses preuves et ont permis de réarticuler la théorie du changement.

5.1 Énoncés des problèmes

i. **Problème 1 : Déséquilibre de l'offre**

L'absence d'opportunités socio-économiques et de soutien psychosocial adaptés aux défis socio-économiques et aux réalités vécues par les communautés accroît les possibilités de recrutement et de récidive au sein des groupes extrémistes violents.

ii. **Problème 2 : Dissociation de la communauté**

L'absence de réponses tangibles et multidimensionnelles aux besoins existants et émergents des communautés aggrave les sentiments de marginalisation et occulte la dynamique des initiatives de réhabilitation et de (ré)intégration significatives.

iii. **Problème 3 : Conflits gestationnels**

L'absence de médiation sociale durable des différences idéologiques accrues, des tensions communautaires et de la

méfiance sociale exacerbe les préjugés et crée un terrain fertile pour la radicalisation et le recrutement par des groupes extrémistes violents.

iv. Problème 4 : Congestion des symptômes

S'attaquer aux griefs communautaires de manière symptomatique, plutôt que systémique, produit des résultats temporels mitigés et aboutit à une résilience saisonnière qui a des effets indésirables à long terme.

v. Problème 5 : Extrêmes climatiques

L'impact du changement climatique à travers les extrêmes climatiques et les catastrophes a entraîné la perte de moyens de subsistance et a exacerbé les vulnérabilités existantes. Les groupes extrémistes violents en ont profité pour recruter parmi les groupes socioprofessionnels qui dépendent des activités liées au climat : de l'agriculture, de la pêche et de l'élevage.²⁶

5.2 Objectifs stratégiques

Objectif 1

Contribuer à l'amélioration de l'écologie sociale afin de renforcer les conditions propices à la prévention et au renforcement de la résilience.

SI GCERF soutient les initiatives communautaires et celles qui sont menées par les communautés pour résoudre les conflits et les tensions existants de manière systémique et adéquate, tout en répondant aux besoins émergents,

SI GCERF travaille avec les communautés pour créer des mécanismes de signes d'alerte précoce afin d'identifier et de répondre aux activités extrémistes violentes potentielles liées aux ressources et au climat,

SI GCERF soutient des projets intégrés de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent menés par les communautés, qui adoptent une

approche multisectorielle adaptée en collaboration avec différents groupes de population, et ;

ET les hypothèses clés suivantes se vérifient :

- Les initiatives communautaires émergentes et les mécanismes traditionnels de prévention des conflits bénéficient d'un soutien adéquat dans le cadre d'une approche communautaire intégrale ;
- Les mécanismes de coordination sont accessibles et intégrés dans une initiative plus large tenant compte de l'égalité entre les hommes et les femmes afin de capitaliser les acquis et d'amplifier les réussites.

ALORS Les améliorations de l'écologie sociale renforceront les conditions pour que la prévention et le renforcement de la résilience puissent avoir lieu. [Enoncés des problèmes 3, 4 et 5].

Objectif 2

Faciliter la réhabilitation et la (ré)intégration des acteurs et des victimes de la violence, y compris les personnes qui se désengagent des groupes criminels, armés et extrémistes, sous l'égide de la communauté.

SI GCERF renforce et systématise les facteurs de protection et de résilience contre la récidive à la violence extrémiste et la rechute des traumatismes induits par les conflits dans les communautés déplacées et les communautés d'accueil, et ;

SI GCERF offre des opportunités socio-économiques et un soutien psychosocial adaptés et multidimensionnels, en fonction des besoins des groupes de population ciblés, fondés sur des données probantes.

ET les hypothèses clés suivantes se vérifient :

- La nécessité d'apporter une réponse concertée et à long terme au fardeau croissant de la santé mentale est partagée et des ressources adéquates sont engagées, et ;
- Les initiatives de désengagement, de réhabilitation et de (ré)intégration impliquent activement les personnes déplacées et les membres de la communauté d'accueil de manière inclusive.

ALORS la réhabilitation et la (ré)intégration des acteurs et des victimes de la violence, y compris les personnes qui se désengagent des groupes criminels, armés et extrémistes, seront facilitées sous l'égide de la communauté. [Énoncés des problèmes 1 & 2]

Objectif général

Consolider les points d'ancrage de la stabilité et de la résilience face à l'extrémisme violent dans les communautés les plus vulnérables.

SI GCERF répond à l'objectif 1 et à l'objectif 2,

ET les hypothèses clés suivantes se vérifient :

- Des ressources adéquates sont mobilisées et investies dans des programmes ciblés et à long terme avec les communautés locales
- Les interventions sont fondées sur des preuves solides et placent les communautés et leurs organisations locales partenaires aux commandes ;
- Les autorités locales, régionales et nationales sont impliquées de manière significative dans chaque phase des interventions, et les synergies avec les initiatives nationales sont maintenues.

PUIS GCERF consolidera les points d'ancrage de la stabilité et de la résilience face à l'extrémisme violent dans les communautés les plus vulnérables ;

CONTRIBUANT GLOBALEMENT À :

- Les priorités nationales du Burkina Faso
- La politique nationale de prévention et la lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme et son plan d'action du Mali
- Plan stratégique pour la réinsertion des détenus et la modernisation de l'administration pénitentiaire du Mali
- La stratégie nationale pour la prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent du Niger
- Le programme national pour la prise en charge de la reddition du Niger
- Le programme national de DDR du Niger
- Le programme national d'appui à la résilience du Niger
- La stratégie nationale du Niger pour la croissance inclusive et le développement durable
- La stratégie intégrée de l'Union Européenne pour le Sahel 2021 ;
- La stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies de 2006 et le plan d'action qui y est annexé ;
- Le plan d'action du Secrétaire Général des Nations Unies pour la prévention de l'extrémisme violent de 2016 ;
- Les objectifs de développement durable des Nations Unies à l'horizon 2030, et enfin ;
- Stratégie du GCERF 2025.

Indicateurs au niveau régional

Indicateurs de réalisation

1. Nombre de bénéficiaires directs du programme couverts par chaque objectif de la stratégie d'investissement
 - a. Ventilées par type d'activité, par sexe, par population d'accueil et par population réfugiée
2. Nombre de comités créés ou soutenus pour arbitrer les conflits et les tensions communautaires
3. Nombre de membres de la communauté participant à des activités visant à réduire la vulnérabilité à l'extrémisme violent induit par le changement climatique.
4. Nombre de leaders communautaires et religieux ayant reçu divers soutiens suite à l'investissement du GCERF.

- a. Ventilées par type de soutien et par sexe, par population d'accueil et par population réfugiée.
- 5. Nombre de survivants d'événements extrémistes violents et d'anciens combattants, y compris leurs conjoints, ayant bénéficié d'une aide psychosociale et d'un soutien en matière de santé mentale.
 - a. Ventilés par type de soutien et par sexe
- 6. Nombre de survivants d'événements extrémistes violents et d'anciens combattants, y compris leurs conjoints, ayant bénéficié d'interventions économiques ciblées pour renforcer leurs moyens d'existence.
 - a. Ventilées par type de soutien et par sexe.

Indicateurs de résultats

1. Pourcentage des membres de la communauté cible qui font confiance à leurs voisins
 - a. Ventilées par âge, sexe, groupe socioprofessionnel (le cas échéant), population d'accueil et population réfugiée.²⁷
2. Pourcentage de membres de la communauté cible qui ne soutiennent pas le recours à la violence pour atteindre des objectifs personnels, politiques ou sociaux
 - a. Ventilées par âge, sexe, groupe socioprofessionnel, population d'accueil et population réfugiée (le cas échéant).
3. Indice de tolérance à l'engagement social²⁸
 - a. Ventilées par âge, sexe, groupe socioprofessionnel, population d'accueil et population réfugiée (le cas échéant).
4. Pourcentage de membres de la communauté cible disposant de moyens de production suffisants pour renforcer leurs moyens d'existence.
 - a. Ventilées par âge, sexe, groupe socioprofessionnel, population d'accueil et population réfugiée (le cas échéant).
5. Indice de capacité à se remettre des stress et des chocs
 - a. Ventilées par âge, sexe, groupe socioprofessionnel, population d'accueil et population réfugiée (le cas échéant).
6. Pourcentage de survivants et d'anciens combattants, y compris leurs conjoints, ayant un sentiment d'efficacité personnelle après avoir participé à diverses interventions de réhabilitation et de réintégration.²⁹
 - a. Ventilées par âge, sexe, groupe socioprofessionnel, population d'accueil et population réfugiée (le cas échéant).

6 Domaines de programmation prioritaires

La stratégie 2025 du GCERF met en avant quatre facteurs de résilience : la cohésion sociale, l'agence communautaire, l'accès aux opportunités socio-économiques et le sentiment individuel de raison d'être.³⁰ Si la résilience est la barrière qui protège les communautés, GCERF trouve dans ces facteurs ses éléments constitutifs. Les communautés et les individus résilients ne sont pas complètement immunisés contre l'extrémisme violent. Cependant, leur résilience les protège des efforts des extrémistes violents pour polariser les sociétés et légitimer la violence comme moyen d'atteindre des objectifs politiques, religieux ou sociaux.³¹ GCERF soutiendra les communautés, les autorités locales et les autorités nationales dans leur recherche d'améliorations dans ces quatre domaines en s'alignant sur les besoins et les priorités locales, un principe fondamental de l'intervention du GCERF. GCERF donnera la priorité aux programmes de résilience et de prévention, y compris transfrontaliers, qui :

1. Contribue à l'amélioration de l'écologie sociale pour renforcer les conditions propices à la prévention et au développement de la résilience , et ;
2. Facilite la réhabilitation et la (ré)intégration des acteurs et des victimes de la violence, y compris les personnes qui se désengagent des groupes criminels, armés et extrémistes, sous l'égide de la communauté.

6.1 Contribuer à l'amélioration de l'écologie sociale pour renforcer les conditions propices à la prévention et au renforcement de la résilience.

Dans ce cas, l'écologie sociale fait référence à la transformation des points de vue et des perspectives communautaires en synchronisation avec d'autres développements dans un environnement social, politique et sécuritaire spécifique. Il est bien établi que l'extrémisme violent exploite continuellement l'affaiblissement des systèmes traditionnels et les griefs des communautés dans cet environnement pour survivre et prospérer. Il s'agit de conflits intercommunautaires, de litiges pastoraux et de chocs climatiques. L'étude du GCERF sur le lien entre le changement climatique et l'extrémisme violent dans la région du Liptako-Gourma a révélé que le changement climatique affectait les moyens de subsistance de

78 % des personnes interrogées, la baisse des rendements agricoles et la pénurie d'eau étant décrites comme les principales manifestations. Cela corrobore la littérature sur le nombre croissant de conflits liés à l'accès à l'eau, aux terres agricoles et aux pâturages. Lorsqu'on leur a demandé de prévoir les conséquences des manifestations actuelles du changement climatique dans les dix prochaines années, les personnes interrogées ont souligné l'augmentation des conflits communautaires liés à la pénurie d'eau, la montée de l'extrémisme due aux difficultés socio-économiques, ainsi que l'augmentation de la criminalité, de la méfiance et des migrations.

L'évaluation démontre que l'interface entre l'extrémisme violent et les griefs communautaires cités est complexe, idiosyncratique et non linéaire. La programmation du GCERF dans ce domaine se concentrera sur l'écosystème social des groupes de population en mettant l'accent sur l'apport d'un changement positif à l'expérience cumulée.³²

La programmation au titre de cet objectif se concentrera sur

- i. Soutenir la réduction de l'extrémisme et des conflits induits par le climat, et ;
- ii. Soutenir les initiatives communautaires en matière de cohésion sociale et de justice sociale.

6.2 Faciliter la réhabilitation et la (ré)intégration des acteurs et des victimes de la violence, y compris les personnes qui se désengagent des groupes criminels, armés et extrémistes, sous l'égide de la communauté.

Les besoins en matière de réhabilitation et de (ré)intégration dans le Sahel central sont gravement sous-estimés et insuffisamment pris en charge dans le contexte d'un fardeau croissant en matière de santé mentale. La littérature montre que la prévalence des troubles mentaux courants tels que la dépression, l'anxiété et le syndrome de stress post-traumatique (SSPT) est nettement plus élevée que la moyenne mondiale dans les régions du Sahel central touchées par les conflits.³³ Au Burkina Faso, où plus de 1,5 million de personnes ont été déplacées en raison du conflit, environ 30 % des adultes vivant dans des camps de PDI ont déclaré présenter des symptômes de dépression.³⁴ La situation au Niger est tout aussi

préoccupante, puisqu'on estime que 18 % de la population des régions touchées par le conflit souffre d'une détresse psychologique modérée à grave.³⁵ Au Mali, une enquête réalisée en 2022 a révélé que jusqu'à 25 % des PDI présentaient des symptômes de stress post-traumatique.³⁶ Une étude empirique du GCERF au Mali en 2024 avec des PDI et des communautés d'accueil a révélé que le pourcentage augmentait à 67,85% dans la région de Mopti, allant de léger à modérément sévère. L'étude a utilisé le questionnaire complet sur la santé du patient 9 (PHQ-9).

Les besoins en matière de réhabilitation et de santé mentale dans la région du Liptako-Gourma augmentent de façon exponentielle. Plus de 90 % des personnes ayant besoin d'un soutien en matière de santé mentale dans la région ne bénéficient pas d'un soutien adéquat, l'écart étant particulièrement prononcé dans les zones rurales et les zones touchées par le conflit.³⁷ L'UNICEF affirme qu'au moins 60 % des enfants des zones touchées par un conflit ont été témoins de violences, ce qui peut avoir des conséquences psychologiques à long terme si elles ne sont pas traitées.³⁸ Il y a une grave pénurie d'interventions de réhabilitation et de santé mentale basées sur la communauté et culturellement appropriées,³⁹ pour les groupes à haut risque tels que les survivants, les PDI et les ex-combattants. La programmation dans le cadre de cet objectif se concentrera sur :

- i. Le désengagement, la réhabilitation et la réintégration des survivants, des PDI et des anciens combattants, sous l'égide de la communauté, et ;
- ii. Un soutien psychosocial et de santé mentale adapté et sensible au genre dans les communautés déplacées et les communautés d'accueil.

GCERF intégrera les leçons du TPM sur la tangibilité, l'endogénéisation, la sociabilité, la stagflation et l'inclusion en tant que marqueurs de la qualité de la mise en œuvre pour informer une mise en œuvre significative et un impact durable dans les domaines de programmation prioritaires.

7 Scénarios d'investissement

GCERF valorise l'engagement communautaire" à long terme. GCERF a affiné ses mécanismes de financement pour tenir compte des enseignements tirés et

soutenir les priorités des communautés partenaires. Le tableau ci-dessous présente les scénarios d'investissement du GCERF.

TABEAU 1: SCÉNARIOS D'INVESTISSEMENT

SCÉNARIOS	NIVEAU DE FONDS	CHAMP GÉOGRAPHIQUE	INTERVENTIONS	GROUPES DE POPULATION
Scénario 1	9 millions d'USD	Région du Liptako-Gourma	<ul style="list-style-type: none"> a) Soutenir la réduction de l'extrémisme et des conflits induits par le climat ; b) Soutenir les initiatives communautaires en matière de cohésion sociale et de justice sociale ; c) Désengagement, réhabilitation et réintégration des survivants, des PDI et des anciens combattants sous l'égide de la communauté ; d) Un soutien psychosocial et de santé mentale adapté et sensible au genre dans les communautés déplacées et les communautés d'accueil. 	Jeunes, femmes, autorités locales et groupes socioprofessionnels
Scénario 2	12 millions d'USD	Région du Liptako-Gourma Zones de contagion côtière	<ul style="list-style-type: none"> a) Soutenir la réduction de l'extrémisme et des conflits induits par le climat ; b) Soutenir les initiatives communautaires en matière de cohésion sociale et de justice sociale ; c) Désengagement, réhabilitation et réintégration des survivants, des 	Jeunes, femmes, autorités locales et groupes socioprofessionnels

SCÉNARIOS	NIVEAU DE FONDS	CHAMP GÉOGRAPHIQUE	INTERVENTIONS	GROUPES DE POPULATION
			PDI et des anciens combattants sous l'égide de la communauté ; d) Un soutien psychosocial et de santé mentale adapté et sensible au genre dans les communautés déplacées et les communautés d'accueil.	

8 Principes directeurs

GCERF adopte une approche de fusion qui soutient la traduction des stratégies mondiales, régionales et nationales de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent et des PAN en priorités spécifiques au contexte. Les principes suivants guideront l'engagement du GCERF au Sahel :

8.1 Fondée sur des données probantes

Dans des contextes fragiles et dynamiques, la construction d'une base de données solide est essentielle pour réussir. Pour intégrer les leçons apprises, GCERF soutiendra les OSC partenaires locales pendant une période initiale de six mois pour développer des analyses détaillées du contexte au niveau de la communauté. Ce processus permettra d'affiner la planification initiale et de s'assurer que les projets répondent aux nouveaux besoins et à l'évolution des priorités.

8.2 Propriété locale

Le soutien du GCERF à la programmation est régi conformément aux bonnes pratiques du GCTF. GCERF travaille en étroite collaboration avec les autorités nationales pour les aider à mettre en œuvre leurs stratégies et leurs PAN tout en intégrant les bonnes pratiques du GCTF. Le leadership local est un aspect essentiel de ces pratiques et les MSP sont établies pour orienter la programmation du GCERF et prendre les décisions clés. Au cours de ce processus, GCERF renforcera la collaboration entre les autorités et les communautés locales, nationales et régionales, y compris l'ALG et le CILSS.

8.3 Égalité des sexes et inclusion sociale

Les pays du Sahel sont classés très bas en ce qui concerne les indicateurs de genre, notamment l'indice d'inégalité de genre des Nations unies ⁴⁰ et l'indice des institutions sociales et de la gouvernance de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).⁴¹ La contribution des femmes à l'instabilité et à l'extrémisme violent dans la région n'est plus à démontrer.⁴² De même, les sentiments de longue date de marginalisation et d'exclusion sont cités parmi les facteurs contribuant à l'extrémisme violent dans la région. GCERF travaille avec les communautés pour intégrer les agendas de femmes, paix et sécurité (WPS) et de

jeunes, paix et sécurité (YPS). GCERF s'efforce de veiller à ce que les programmes répondent aux critères du marqueur de l'égalité des sexes (GEM) 1 du Groupe des Nations Unies pour le développement durable, et plus de 60 % des programmes du GCERF répondent au GEM 2 dans la région du Sahel.⁴³

8.4 Sensibilité aux conflits

La programmation sensible aux conflits est une caractéristique qualitative importante de l'engagement du GCERF avec les organisations locales de la société civile. GCERF comprend que les perspectives des personnes extérieures et intérieures sont vulnérables aux préjugés subconscients et aux interprétations subjectives. GCERF travaille avec les communautés pour mener une évaluation des risques solide et nuancée qui renforce les principes de sauvegarde et de "Doing No Harm" (Ne Pas Nuire). Cette démarche est combinée au soutien de la capacité des OSC partenaires à concevoir des projets de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent qui tiennent compte de l'ensemble des sensibilités du contexte et garantissent que les interventions ont un effet positif sur la dynamique de la communauté.

8.5 Renforcement des capacités, apprentissage et durabilité

GCERF considère le renforcement des capacités des organisations locales comme un élément clé de la durabilité. GCERF comprend que les organisations locales ont un accès et une légitimité dans leurs communautés partenaires. Cependant, leurs capacités limitées affectent leur aptitude à mettre en œuvre de manière significative et à accéder à des financements externes. Le renforcement de leurs capacités profite à l'ensemble de la communauté de programmation et augmente les perspectives d'un impact durable. Au Sahel, GCERF renforce les capacités des organisations locales par le biais 1) d'un plan de renforcement des capacités sur mesure pour chaque organisation, basé sur les conclusions et les recommandations de la vérification préalable programmatique et financière lors de la phase de présélection ; 2) de l'allocation d'un budget de renforcement des capacités à chaque bénéficiaire afin de poursuivre les initiatives de perfectionnement pour leur personnel et les membres du consortium du projet, le cas échéant, et 3) des communautés de pratique régionales pour rassembler les partenaires et favoriser l'apprentissage de pair à pair. Le lancement de la plateforme d'action mondiale du GCERF (GAP) prolonge le renforcement des capacités et la relation d'apprentissage au-delà de la durée officielle des

subventions. La GAP implique d'anciennes, d'actuelles et de futures organisations locales partenaires, ainsi que des organisations de pays non membres du GCERF.

8.6 Critères de sortie

GCERF a des critères d'entrée et de sortie pour son engagement avec les pays et les communautés afin de s'assurer que les efforts se concentrent là où il y a le plus de différence avec la meilleure utilisation des ressources. Selon la stratégie 2025 du GCERF, GCERF se retire d'un pays lorsque l'une des conditions suivantes est remplie : 1) il ne peut plus remplir son mandat sans entrave, 2) le gouvernement national ou le Conseil d'administration du GCERF prend la décision politique de se retirer, 3) il n'y a plus d'engagement de fonds envers GCERF pour assurer la viabilité financière du projet. GCERF se retire d'une communauté lorsque l'une des conditions suivantes est remplie : 1) le risque d'extrémisme violent a considérablement diminué, 2) le manque de fonds a été comblé et 3) les ONG locales ont la capacité d'attirer et de gérer elles-mêmes des fonds. Ces critères primordiaux guideront l'engagement du GCERF dans le Sahel. GCERF procédera à un examen programmé de la stratégie pour le Sahel central afin d'élaborer une stratégie de transition fondée sur des données probantes. En concertation avec toutes les parties prenantes, le document mesurera les réalisations et déterminera les voies de transition.

9 Suivi, évaluation et apprentissage

L'approche du GCERF en matière de suivi des résultats, d'évaluation des programmes et d'apprentissage est guidée par l'inclusivité, la connaissance de la pertinence du contexte et la gestion adaptative fondée sur des données probantes. L'approche est multicouche, avec différents niveaux de vérification des résultats et d'amélioration de l'apprentissage. Dans les zones complexes et fragiles (comme dans le cas de la région du Sahel), l'approche est modifiée pour fournir des informations opportunes et utiles afin de soutenir la programmation adaptative en cours. Dans le cadre de l'investissement régional au Sahel, GCERF a l'intention de développer des systèmes de mesure pendant l'octroi des subventions, la gestion et l'évaluation comme suit :

OCTROI DE FINANCEMENT :

1. **Élaboration de la théorie du changement :** Lors de l'octroi des subventions, toutes les subventions recevront des lignes directrices pour élaborer une théorie du changement conforme aux besoins locaux et aux priorités fixées dans le cadre de la présente stratégie.
2. **Cadre de résultats :** En définissant les domaines de résultats à mesurer, GCERF élaborera un cadre de résultats en collaboration avec les bénéficiaires sélectionnés. Cela se fera à la fois au niveau des réalisations et des résultats. Les bénéficiaires sélectionnés auront certains des indicateurs standard incorporés dans leur cadre de résultats respectif (en fonction du programme).

LA GESTION DES SUBVENTIONS :

1. **Base de référence et évaluation à mi-parcours :** La mise en œuvre du programme sera précédée d'une évaluation de base complète. Les bénéficiaires seront aidés à utiliser une approche solide pour concevoir, calculer la taille des échantillons et rendre compte des résultats de ces évaluations. Pour les subventions de plus de deux ans, une évaluation à mi-parcours. Cette évaluation sera principalement qualitative et se concentrera sur l'apprentissage.
2. **Renforcement des capacités :** Au cœur de l'approche du GCERF se trouve le renforcement des capacités, qui est basé sur les besoins des bénéficiaires. Ce sera l'une des principales activités pendant la période de gestion de la subvention. Grâce à ces activités, les bénéficiaires devraient être mieux à même de définir des mesures de réussite, de collecter des données de qualité pour évaluer les résultats et d'adapter leur approche à chaque fois que cela s'avère nécessaire.
3. **Contrôle par un tiers :** Pour vérifier l'efficacité et la qualité des activités mises en œuvre par les bénéficiaires, GCERF commandera un contrôle par une tierce partie indépendante. Ce contrôle devrait avoir lieu au milieu de la mise en œuvre de la subvention.

FIN DE L'AIDE NON REMBOURSABLE :

1. **Évaluation finale** : La fin de chaque subvention sera précédée d'une évaluation finale. Cette évaluation sera principalement menée par les bénéficiaires avec le soutien technique du GCERF. Elle se concentrera sur l'évaluation des progrès réalisés par rapport aux indicateurs fixés à la base de référence.
2. **Évaluation indépendante** : Après l'évaluation de fin de subvention, GCERF commandera une évaluation indépendante basée sur des critères au niveau du pays pour évaluer la pertinence, l'efficacité, l'efficience, l'impact et la durabilité à la fois de la stratégie d'investissement et des subventions. Pour évaluer les résultats positifs et négatifs involontaires, des méthodes d'évaluation tenant compte de la complexité (telles que la récolte des résultats) seront incorporées.

10 Annexes

10.1 Annexe 1 - Gestion des risques

Voir les pièces jointes

11 Références

- ¹ PNUD, 2023. Indicateurs mondiaux de développement humain. [consulté le : 18 septembre 2024] <http://hdr.undp.org/en/countries/>.
- ² Asavano, M. 2019. Le crime organisé alimente-t-il les groupes terroristes dans le Liptako-Gourma ? [consulté le : 7 novembre 2020] <<https://issafrica.org/iss-today/is-organised-crime-fuelling-terror-groups-in-liptako-gourma/>>.
- ³ Entrepris par le CMC en mars 2020
- ⁴ Entrepris par CITRACO en septembre - novembre 2020
- ⁵ En ligne en octobre 2020 avec plus de 70 participants
- ⁶ <https://www.gcerf.org/wp-content/uploads/2015/12/GCERF-Sahel-Factsheet-June-2024.pdf>
- ⁷ Il s'agit du nombre de bénéficiaires en décembre 2023.
- ⁸ Mémoire sur les bonnes pratiques pour le renforcement de la coopération nationale-locale dans la prévention de l'extrémisme violent propice au terrorisme. Publié en 2020, le mémoire souligne 13 bonnes pratiques.
- ⁹ Ibid.
- ¹⁰ <https://reliefweb.int/report/world/africa-s-responses-threat-posed-returning-terrorist-fighters>
- ¹¹ A partir de 2023 avec la nouvelle réorganisation territoriale du Mali
- ¹² International Crisis Group. (2023). Containing Militancy in West Africa's Park W. Africa Report N°310.
- ¹³ Eizenga, D. et Williams, W. (2022). Le casse-tête du JNIM et des groupes islamistes militants au Sahel. Centre africain d'études stratégiques ; International Crisis Group (2022). Relever le défi des régions frontalières de l'Afrique de l'Ouest. Rapport Afrique de Crisis Group n° 310. Mednick, S. (2022). Togo's deadliest militant attack marks an alarming escalation (L'attaque militante la plus meurtrière au Togo marque une escalade alarmante). The New Humanitarian.
- ¹⁴ Kwarkye, S. (2022). Exploration du risque d'extrémisme violent au Ghana. Institut d'études de sécurité.
- Van Den Hoek, J. (2022). La crise du Sahel s'étend aux États côtiers. Institut de la paix des États-Unis.
- ¹⁵ UNFPA. (2023). Tableau de bord de la population mondiale. Fonds des Nations unies pour la population.
- ¹⁶ PNUD. (2022). Rapport sur le développement humain 2021/2022. Programme des Nations Unies pour le développement
- ¹⁷ International Crisis Group. (2023). Endiguer l'insurrection dans l'Est du Burkina Faso. Rapport Afrique N°291.
- ¹⁸ Ibid.
- ¹⁹ Ibid.
- ²⁰ ONU Femmes. (2023). Participation des femmes à la consolidation de la paix et à la prévention de l'extrémisme en Afrique de l'Ouest et au Sahel.
- ²¹ Ibid.
- ²² Note d'information non publiée.
- ²³ OSCE. (2023). "Comprendre le rôle du genre dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent et la radicalisation qui mènent au terrorisme".
- ²⁴ Évaluation des besoins régionaux du GCERF au Sahel (octobre 2020).
- ²⁵ Cela a permis de mieux comprendre les assassinats ciblés et les enlèvements de chefs religieux et de chefs de village dans la région.
- ²⁶ Centre africain d'études stratégiques. (2021, 18 février). La complexité croissante des conflits entre paysans et éleveurs en Afrique de l'Ouest et du Centre. Centre africain d'études stratégiques.

<https://africacenter.org/publication/growing-complexity-farmer-herder-conflict-west-central-africa/>

²⁷ L'ajout de la désagrégation socioprofessionnelle permet de faire la distinction entre les programmes qui cibleront des groupes socioprofessionnels tels que les paysans et les éleveurs et ceux qui s'adresseront aux membres de la communauté en général.

²⁸ Mesurée à l'aide de la distance sociale adaptée (Bogardus Social Distance Scale), accessible à l'adresse suivante : <https://surveysparrow.com/blog/bogardus-social-distance-scale/>

²⁹ Calculé à l'aide de l'échelle d'auto-efficacité générale [https://www.drugsandalcohol.ie/26768/1/General_Self-Efficacy_Scale%20\(GSE\).pdf](https://www.drugsandalcohol.ie/26768/1/General_Self-Efficacy_Scale%20(GSE).pdf)

³⁰ GCERF (s.d.). Stratégie GCERF 2025. [en ligne] gcerf.org. GCERF. Disponible à l'adresse : <https://www.gcerf.org/wp-content/uploads/2015/12/GCERF-Strategy-2025-English.pdf>.

³¹ La stratégie s'appuie sur les enseignements tirés de la Stratégie mondiale 2017-2020 du GCERF visant à agir sur les facteurs de l'extrémisme violent et est le fruit de vastes collaborations avec les gouvernements, les bailleurs de fonds et les OSC locales.

³² Bosley, C., 2020. Désengagement des extrémistes violents et réconciliation : A peacebuilding Approach. [consulté le : 7 novembre 2020]. < <https://www.usip.org/publications/2020/07/violent-extremist-disengagement-and-reconciliation-peacebuilding-approach/> > ; ISPI (Institut d'études politiques internationales), 2020. Strategic Missteps : Learning From a Failed EU Sahel Strategy. [Consulté le 7 novembre 2020]. <<https://www.ispionline.it/it/pubblicazione/strategic-missteps-learning-failed-eu-sahel-strategy-28130/>>

³³ Organisation mondiale de la santé (OMS). (2023). La santé mentale au Sahel : une crise dans la crise.

³⁴ Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). (2023). Santé mentale et soutien psychosocial aux populations déplacées au Burkina Faso.

³⁵ Ministère de la santé du Niger. (2023). Rapport de l'enquête nationale sur la santé mentale.

³⁶ Médecins Sans Frontières (MSF) (2022). Enquête sur la santé mentale des personnes déplacées au Mali.

³⁷ Lancet Global Health. (2023). La santé mentale au Sahel : une crise dans la crise.

Médecins Sans Frontières. (2023). Santé mentale et soutien psychosocial dans les régions du Mali touchées par le conflit.

³⁸ Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF). (2023). L'impact des conflits sur la santé mentale des enfants au Sahel.

³⁹ Journal international des systèmes de santé mentale. (2022). Croyances en matière de santé mentale et comportements de recherche d'aide dans la région du Sahel : Une étude transversale.

⁴⁰ Programme des Nations unies pour le développement, 2024. Indice d'inégalité de genre, Rapport sur le développement humain. [consulté le 21 septembre 2024]. <<http://hdr.undp.org/en/composite/GII/>>

⁴¹ OCDE 'Gender Inequality in West African Institutions' [Consulté le 7 novembre 2020].

<<https://www.oecdilibrary.org/docserver/fe5ea0caen.pdf?expires=1543175072&id=id&accname=guest&checksum=17A0DF600D1792BADCED9993E2B3E1B0/>>

⁴² Raineri, L., 2020. Dogmatisme ou pragmatisme ? L'extrémisme violent et le genre dans le Sahel central. [Consulté le : 25 septembreth, 2020]. < <https://www.international-alert.org/sites/default/files/Sahel-Violent-Extremism-Gender-EN-2020.pdf/> >

⁴³ Groupe des Nations Unies pour le développement durable, 2012. Note d'orientation de l'équipe de pays des Nations unies sur le marqueur de l'égalité des sexes. [consulté le 25 septembreth, 2020]. <<https://unsdg.un.org/sites/default/files/2019-09/UNCT%20GEM%20UN%20INFO%20final%20draft%20June%202019.pdf/>>